

POUR UNE RENTREE OFFENSIVE

La rentrée universitaire se déroule dans un contexte d'attaques répétées contre le service public et les acquis sociaux: loi sur le service minimum dans les transports et remise en cause du droit de grève, annonce de la mise en place de franchises médicales, suppression de plus de 22 800 postes de fonctionnaires, etc...

L'enseignement supérieur et la recherche ne sont pas épargnés. La loi relative « aux libertés et responsabilités des universités », votée dans l'urgence pendant l'été, en décalage total avec les aspirations de la communauté universitaire, est mauvaise et dangereuse. Mauvaise, car elle n'apporte aucune réponse aux besoins du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche, en particulier concernant le développement des connaissances, la démocratisation de l'accès et de la réussite des étudiants. Dangereuse, car, à travers l'abandon d'une responsabilité nationale de l'Etat, la multiplication des possibilités de recrutements de non titulaires, la concentration des pouvoirs autour du président, cette loi creuse les inégalités entre les établissements, les personnels et les étudiants et s'attaque au service public de l'enseignement supérieur et de la recherche et à leur unité indispensable au développement d'une politique de long terme répondant à tous les besoins sociaux.

Les organisations signataires s'opposent au contenu et aux conséquences de la loi adoptée par le parlement, qu'elles jugent toujours inacceptable. Elles dénoncent en particulier les possibilités de désengagement politique et financier de l'Etat, les reculs de la démocratie au sein des conseils, ainsi que la précarisation accrue des personnels, la remise en cause des missions des organismes nationaux de recherche publique, menacés d'être transformés en agences de moyens. Elles exigent a minima de profondes modifications sur ces points essentiels.

La rentrée universitaire s'effectue sans moyens nouveaux : absence de création de postes dans l'enseignement supérieur et dans les organismes publics de recherche malgré les besoins et sous le signe de la suppression de 11 800 postes dans l'enseignement secondaire qui remettent en causes les conditions d'enseignement et d'études dans les collèges et lycées, et qui ferment de nombreux débouchés à des étudiants engagés depuis plusieurs années dans des formations préparant aux concours de l'enseignement. Les organisations signataires dénoncent cette politique régressive.

Les organisations signataires se mobilisent également pour que les annonces concernant l'augmentation du budget 2008 de l'enseignement supérieur et de la recherche se traduisent dans les faits par une amélioration des conditions de travail et de réussite dans les établissements : emplois statutaires et budgets Elles réclament également des mesures d'ampleur pour répondre à l'urgence sociale et à l'augmentation de la précarité étudiante en cette rentrée. Elles dénoncent la réforme et l'augmentation du crédit d'impôt recherche annoncée par la Ministre de l'Economie et des finances, dont l'inefficacité est attestée et dont le coût pour les finances publiques est évalué à 2,5 milliards d'euros au total.

Dans ce contexte de tensions, les organisations signataires affirment leur volonté de créer les conditions de l'action collective pour une rentrée universitaire offensive. Pour cela, elles entament dès à présent un travail d'information des étudiants et des personnels, et appelleront au plus vite à des initiatives communes (réunions d'informations, assemblées générales, etc...) dans les établissements.

Signataires :

UNEF

FSU : SNESUP , SNCS, SNASUB, SNEP, SNETAP.

UNSA: SUP RECHERCHE, A & I, SNPTES

CGT: SNTRS, FERC – SUP, UN - CROUS CGT, UGICT-CGT